

Notes de lecture

# LE MALI RÊVÉ

Dans son essai *Le Mali rêvé*, Mohamed Amara livre ses réflexions sur l'échec du système politique malien et tente de trouver les moyens de bâtir une démocratie nationale, entre tradition et modernité, fondée sur un nouveau modèle de citoyen.

Par David Baché

Mohamed Amara signe un essai sans effet lyrique consacré à l'« effondrement » de cette démocratie malienne présentée jusqu'au coup d'État militaire de 2012, comme un modèle en Afrique. Un essai de la raison, écrit par un sociologue spécialiste des inégalités sociales, mais aussi un essai du cœur, œuvre d'un Malien de la communauté songhoï né à Tacharane, petit village proche de Gao. Première ville du nord du Mali, Gao a été occupée en 2012 par les djihadistes du Mujao et leurs alliés. Aujourd'hui, elle accueille les camps militaires de la force française Barkhane et de la mission des Nations unies dans le pays.

« Je m'intéresse au rêve comme support des discours et d'illusions politiques qui ont plongé le pays dans l'abîme, écrit Mohamed Amara, marginalisation des citoyens, montée des inégalités, implantation du narcoterrorisme, altération des rapports sociaux entre communautés, confusion des pouvoirs (politique, religieux et militaire), carence diplomatique, développement d'une démocratie de façade, etc. » En faisant dialoguer son parcours individuel et l'histoire récente de son pays, Mohamed Amara tente de redonner vie à cette « âme malienne émiétée, ruinée ». Revendiquant une part de subjectivité dans son analyse, il raconte l'histoire de la création de son village, son cursus scolaire, les discussions entendues avec ses amis dans son *grin* (groupe de discussion informel) ou encore son passage par l'université de Bamako, où les débats sur l'enseignement et les luttes syndicales sont cruellement présentés comme « un instrument de pouvoir ».

Dans les couloirs de cette université, quelques pages seulement après avoir ouvert son livre, le lecteur est déjà confronté aux questions de réseaux, de pression sociale et de corruption. Un dîner avec un élu malien révèle les mécanismes de cette corruption politique, et inspire à l'auteur amer cette réflexion à la fois basique et essentielle : c'est « la quasi-absence de sanctions qui conduit les responsables politiques maliens à avoir les attitudes crapuleuses et irresponsables ». Des attitudes que l'auteur rend responsables du coup d'État militaire du capitaine Sanogo et de la prise des villes du Nord par les groupes rebelles, en 2012.

### Éloge de l'interdépendance

Mohamed Amara est aussi « l'étranger », « yeu » ou « diira kow » (« celui qui voyage » en langue songhoï). Celui qui a quitté son village natal, qui connaît l'Europe et le Québec. Questionnement de tous les émigrés, cette notion d'« étranger » devient une réflexion sociale sur le fonctionnement des diverses communautés du nord du Mali, sur les échanges de beurre, de mil et de riz entre son père songhoï et un ami touareg, sur ces interdépendances qui ont longtemps permis de préserver la paix dans la région. Et l'on comprend alors que la cohabitation entre toutes ces communautés, c'est finalement le résultat de cette somme « d'étrangers » qui ont appris un vivre

« Le fait de ne parler que du mouvement rebelle donne l'impression que le Nord-Mali n'est habité que par des rebelles, alors qu'ils sont minoritaires. »

ensemble... et qui est « malheureusement foulé au pied aujourd'hui par les logiques libérales, le narcoterrorisme, les coups d'État militaires. »

L'auteur se fait également un devoir d'afficher sa « reconnaissance, sans allégeance » envers la France, pour l'intervention militaire qui a permis de libérer le nord du Mali de l'occupation djihadiste, en janvier 2013. Certaines « réserves » sur les motifs profonds de l'engagement français et de celui des Nations unies sont bien esquissées par un auteur qui cite de façon allusive la Françafrique, « les liens entre les cercles de pouvoirs » ou encore des intérêts économiques supposés ; s'il ne rentre pas dans les détails, c'est que là n'est pas le propos de Mohamed Amara. Ce qu'il tient surtout à faire remarquer, c'est que « la France a libéré le Mali des carcans de l'obscurantisme religieux, prôné par les narcoterroristes ».

À ceux qui ont protesté contre l'intervention des forces internationales, l'auteur répond : « Au fond, le putschiste Sanogo et son entourage mentaient au peuple malien pour se maintenir au pouvoir », ils « voilaient la réalité de la faiblesse des moyens militaires. Alors même que tous les experts », en la matière, disaient que le Nord-Mali ne pouvait être libéré sans le soutien de la communauté internationale et des alliés africains, au vu de la parfaite organisation des groupuscules narcoterroristes. »

### Cerveau gelé

Prônant « l'autocritique », Mohamed Amara déplore l'attitude de ceux qui font peser la responsabilité des maux du Mali sur la France, l'Algérie, le Burkina Faso, bref, sur le monde entier, mais pas sur les Maliens eux-mêmes. « Depuis longtemps, et surtout depuis le conflit, écrit l'auteur, on a l'impression que le cerveau des décideurs maliens gèle. » Que les vrais problèmes sont éludés. Pour y faire face, « il s'agit de construire un citoyen » malien affranchi de ces discours d'experts et des hiérarchies sociales ou politiques qui entretiennent les problèmes (fonciers, politiques, sociaux), au même titre qu'elles nourrissent un discours idéalisé de la démocratie malienne. Une démocratie « fantomatique, de façade », écrit encore le chercheur, sans ménagement pour ces « experts aveuglés » qui « viennent discourir » sur les plateaux télé « sans jamais fouler le Nord-Mali ni connaître en profondeur les réalités socioculturelles de ce pays. »

Sur la rébellion déclenchée en 2012 par les Touaregs du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad) et qui s'est achevée en juin par un accord de paix signé par la CMA (Coordination des mouvements de l'Azawad), Mohamed Amara tient un discours de parti pris, mais dénué de haine, qui reprend les termes de ceux qui, farouchement favorable à l'unité du Mali, s'efforcent de ne pas attiser les sentiments les plus violents qu'ont exacerbés plus de trois années de conflit. « Le fait de ne parler que du mouvement rebelle donne l'impression que le Nord-Mali n'est habité que par des rebelles, alors qu'ils sont minoritaires. De plus, poursuit l'auteur, cela fait courir le risque d'une stigmatisation de certaines communautés. » Sur les revendications sociales et culturelles des rebelles, qui estiment avoir été oubliés par l'État central et demandent un meilleur accès aux services de base, l'auteur affirme : « Les requêtes du mouvement rebelle étaient légitimes, mais pas leurs actions, à savoir la violence et la guerre. »

Parce qu'il a été écrit avant sa signature, l'essai n'aborde pas l'accord de paix de juin. Mais les arguments retenus pour critiquer les précédents accords (Taman-

rasset en 1991, Pacte national en 1992 et Alger en 2006) ne semblent pas de bon augure : les négociations menées pour l'essentiel hors du pays auraient dépossédé les citoyens et les communautés d'un contenu découvert après-coup et, dès lors, nécessairement fragilisé. La « confusion dans l'application des accords » évoquée par Mohamed Amara ne serait qu'un euphémisme pour évoquer la mise en œuvre de l'accord actuel, de même que cette « rupture entre le dire et le faire » qui rend caduque toute gesticulation politico-diplomatique.

### Pratiques culturelles dévoyées

Dans son propre village, l'auteur constate avec dépit une « surpolitisation » de la société, qui correspond en fait à une vision tragiquement biaisée : la politique est perçue comme une façon de s'enrichir, d'améliorer son quotidien. On découvre alors les racines mêmes de la corruption et des « pratiques malhonnêtes » qui émaillent les campagnes électorales et « braconnent » l'argent public aussi bien que celui des bailleurs de fonds ou des ONG internationales. Que penser d'autre en voyant le « décalage entre le niveau de vie élevé des élus et celui du reste de la population » ? Pour Mohamed Amara, la jeunesse de la démocratie malienne n'est pas une excuse. En colère, il note le dévoiement des pratiques coutumières (droit d'aïnesse, parenté, solidarités familiale et amicale) autrefois utilisées pour apaiser les conflits sociaux et qui servent aujourd'hui à étouffer les velléités de revendication ou de critique du système.

### Compromis et résistance

Contre le « consensus » prôné par l'ancien président Amadou Toumani Touré et présenté comme « un héritage du parti unique des années 1980 », Mohamed Amara brandit le « compromis ». Le premier est défini comme « vide démocratique », négation absurde du désaccord et de la controverse ; le second repose au contraire sur un accord mutuel, une « solution commune » faite de concessions. La distinction, certes très claire sur le plan lexical, peut apparaître un peu simpliste s'agissant de poli-

tique. Qu'importe : l'auteur n'est pas en campagne et le lecteur ne peut lui tenir rigueur de cette recherche sincère de la voie à suivre.

Qui parle de « rêve » admet une part de naïveté. Mais une naïveté de courte durée, puisqu'à cette ébauche succède une dénonciation en règle de « l'entremêlement des pouvoirs politique, religieux et militaire », de la faiblesse de la Constitution malienne, du manque de moyens de l'armée malienne assimilée à « une voie de garage » pour des jeunes issus de milieux aisés. Puis c'est un souffle rageur contre les narcoterroristes qui « surfent sur la vague religieuse », imposent leurs pratiques radicales et tentent d'élever les religions les unes contre les autres dans un pays où « musulmans et chrétiens cohabitent depuis longtemps ». Mohamed Amara dénonce dans le même élan « certains milieux politiques » – deux exemples sont cités, sous les présidences d'ATT et d'IBK – qui « à des fins électoralistes, ont opéré des rapprochements avec les milieux religieux, sans se poser la question des conséquences de ces alliances sur l'unité nationale du peuple malien ».

Mohamed Amara évoque enfin sa « résistance » intellectuelle, face aux contre-vérités véhiculées de toutes parts, toujours dans l'optique de faire émerger une citoyenneté malienne vertueuse et porteuse. Il s'interroge sur la notion d'inclusion, sur cet « autre Mali possible » grâce à « la coopération » de tous les Maliens contre « l'amateurisme », source du « délitement de la confiance » qu'ont les Maliens entre eux et dans leurs institutions. Et appelle de ses vœux une démocratie « hybride », qui réconcilie les valeurs modernes avec les coutumes. Rêver, c'est aussi construire. En tout cas, cela peut être un premier pas. ■



Le Mali rêvé  
Mohamed Amara  
Éditions L'Harmattan  
14,50 euros

banking,  
OUS.

n  
ainsi  
hernet,  
sifs.

UR VOUS.

ER BANKING by Ecobank

Dossier **Que l'eau coule de source...**

NewAfrican

LE MAGAZINE DE

# L'AFRIQUE

GRUPE IC PUBLICATIONS

Octobre - Novembre 2015 | N° 45

## Diplomatie militaire

# LA FRANCE EN AFRIQUE

### Sénégal

La difficile tâche  
de conseiller

### Tchad

Guerre contre  
Boko Haram

### Maroc

Le PJD domine  
les urnes

### Algérie

Bouteflika - Mediène  
La fin d'un bras de fer

## GRANDS ENTRETIENS

Paul Kagamé  
Makhtar Diop

0€ • Zone euro - 4€ • Zone CFA - 2400 F CFA  
D DA • Tunisie - 4,5 DT • Maroc - 25 DH  
• Royaume-Uni - £3,50  
• 5\$ CAN • USA - 5,95\$ US